

EXERCICE 8, UNITÉ I

1.1. La place des adverbes de verbe

CONSIGNE

Justifiez la place des adverbes en caractères gras. Pour cela, indiquez la règle d'usage correspondante.

1. Le mot « laïcité » s'est formé au XIX^e siècle sur un adjectif, « laïque ».

Est laïque, ou laïc, selon le *Littre*, ce « qui n'est ni ecclésiastique, ni religieux ». Le terme vient **étymologiquement** du terme grec « *laos* » qui signifie peuple. (1)

2. Il n'existe pas de définition de la laïcité, concept qui n'est pas univoque. Pour Ernest Renan, c'est « l'Etat neutre entre les religions, tolérant pour tous les cultes et forçant l'Eglise à lui obéir sur ce point capital », pour René Capitant, une « conception politique impliquant la séparation de la société civile et de la société religieuse, l'Etat n'exerçant aucun pouvoir religieux et les Eglises aucun pouvoir politique ». Le terme de laïcité serait intraduisible dans d'autres langues, hors les langues latines, et c'est peut-être pourquoi la laïcité est **souvent** présentée comme « une exception française ».

3. Au sens large, la laïcité renvoie notamment à une perte d'emprise de la religion sur la société. Synonyme de sécularisation, ce processus s'est **progressivement** accompli, de façon plus ou moins achevée, dans toutes les démocraties occidentales. Cela conduit à ce qui constitue le second sens, plus étroit, mais aussi plus « français », de la laïcité, la transformation, souvent conflictuelle, des rapports entre Eglises et Etat. Laïcité signifie dans ce contexte le refus de l'assujettissement du politique au religieux, ou réciproquement, sans être forcément synonyme d'étanchéité totale de l'un et de l'autre. Elle implique **nécessairement** la reconnaissance du pluralisme religieux et la neutralité de l'Etat vis-à-vis des Eglises.

4. La loi Ferry du 28 mars 1882 sur la gratuité et l'obligation de l'enseignement, la loi Goblet du 30 octobre 1886 qui laïcise le personnel enseignant des écoles publiques de l'enseignement primaire sont regardées comme instituant la laïcité dans l'enseignement public. Avec la loi de 1905, sont consacrées d'une part la neutralité de l'Etat face aux religions, d'autre part la garantie par la loi de la liberté de conscience et d'opinion. Le principe de laïcité impose des obligations au service public : la neutralité à l'égard de toutes les opinions ou croyances, corollaire de l'égalité de traitement de l'usager du service public. « Cesserait d'être neutre voire impartial l'Etat qui pourrait laisser à penser aux usagers du service public qu'il établit des distinctions, voire des préférences, selon les opinions religieuses ». L'exercice de la liberté de conscience trouve ses limites dans les nécessités du fonctionnement du service mais la jurisprudence s'oppose à une conception maximaliste de la neutralité. Ainsi que l'écrivait Jean Rivero « la neutralité est la loi commune de tous les agents publics dans l'exécution de leur service ; tous sont tenus par la même obligation de principe ; si les modalités d'application sont **nécessairement** variables selon les fonctions qu'ils exercent, tous peuvent se prévaloir des mêmes droits lorsqu'il s'agit de tracer la limite de leur obligation ». Le secteur de l'enseignement a **fréquemment** donné l'occasion au juge administratif de préciser les contours de cette obligation de neutralité.

5. Tout système de croyances tend à développer une interprétation plus ou moins englobante du monde, et de l'aventure humaine, et à sécréter des systèmes de prescriptions ou de rites. Ceux qui prennent racine dans des cultures non occidentales peuvent heurter de front les représentations et les règles qui ont **peu à peu** prévalu en Occident. Cela n'est pas anormal. Des incompatibilités existaient **aussi**, et persistent pour partie à exister, entre la vision du monde héritée du christianisme et celle qui s'est forgée au siècle des Lumières, puis consolidée à l'occasion des luttes révolutionnaires et sous l'influence du rationalisme et du positivisme tout au long du XIX^e siècle. Face à cette situation, il est de la responsabilité de l'Etat de fixer, si cela est nécessaire, pour éviter qu'il soit porté atteinte aux valeurs fondamentales dont il se réclame, des bornes aux désirs tutélaires des religions et autres croyances.

(1) Tous les passages sont extraits du rapport du Conseil d'Etat « Réflexions sur la laïcité » (2004) : <http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/044000121/0000.pdf>.